

Virus, enfumage politico-sanitaire et révolution

Depuis le printemps 2020 se succèdent des manifestations contre la politique sanitaire du gouvernement, portant notamment des slogans « contre le masque », « contre la dictature sanitaire », « pour la liberté » et depuis peu, en cet été 2021, dans les mêmes termes contre le « passe sanitaire ». On sait qu'une partie des manifestants y participent au départ (a fortiori quand la manif est organisée dans ce sens) pour *plus d'individu libre* (citoyen, atomisé, marchand...) voire pour *plus d'Etat* (souverain, national). Au vu de la mobilisation contre le « *passé sanitaire* » en ce mois d'août (manifestations, terrasses sauvages...), ces tendances se trouvent plutôt noyées, dépassées ou rejetées mais la question de fond est toujours pertinente.

Face aux manœuvres politiques, de communication et de rue, il est important de clarifier quel contenu y opposer, base d'une autonomie de lutte, et diverses contributions fleurissent d'ailleurs en ce sens. Pour qu'un terrain d'affrontement et de protestation soit le lieu d'une dynamique d'émancipation, cela dépend de ce qui y est porté, comment, des complicités que l'on peut y nouer et des faux amis que l'on parviendra ou non à démasquer (sans jeu de mot) ; on n'en a décidément pas fini avec *Les luttes de classes en France* telles que décrites par Marx au milieu du XIX^{ème} siècle.

Les masques et le confinement, au-delà de leur rejet écriqué au nom des *libertés individuelles*, au-delà des discussions pertinentes sur leur utilité et leurs dégâts collatéraux, relèvent bien sûr aussi de l'arsenal de « l'état d'urgence sanitaire » dont on sait qu'il a renforcé la pression policière, la répression, les cascades d'amendes salées, les arrestations, en particulier dans les quartiers populaires où enfermement rimait avec entassement. L'interdiction de réunion et de manifestation durant des mois (cette dernière se perpétue souvent dans les faits, de par le harcèlement policier « préventif ») n'a pas non plus été anecdotique. Quant au « passe » d'aujourd'hui, c'est évidemment un pas de géant dans le traçage individuel, dans un monde qui n'en est ni à son coup d'essai ni à sa dernière cartouche en la matière, n'en déplaît au citoyen aspirant à un capitalisme qui ne fliquerait pas tout le troupeau.

Affirmer comme on le lit actuellement que « *le problème c'est le passé, pas les vaccins* » est pourtant à la fois réducteur et naïf. Rappelons ici un précédent d'il y a 3-4 ans et peut-être plus brutal encore. C'est sous la présidence de Macron, en 2017-2018, qu'a été légiféré ce coup de force de la vaccination obligatoire des enfants nés dès 2018 à 11 vaccins jusque là seulement recommandés, sous peine d'interdiction d'accès aux crèches, écoles et garderies, bref le « passe sanitaire » dès le plus jeune âge. Sans entrer ici dans le sujet des vaccins contre la Covid-19, rappelons seulement que ce sont de purs produits industriels de notre cher monde marchand qui ne se différencient du glyphosate ou d'un repas au MacDo que par le fait que leurs effets sont moins bien documentés. Ceux qui pensent de bonne foi participer à une expérience médicale au bénéfice de la collectivité ignorent qu'ils participent surtout à une guerre commerciale ayant fait fi, comme d'habitude pour les vaccins et avec l'assentiment des autorités sanitaires, des critères scientifiques élémentaires propres aux études cliniques. Constatons aussi que le soi-disant débat public sur les vaccins est organisé pour faire passer pour dogmatique et

rétrograde toute critique (du vaccinalisme en général ou même seulement de l'obligation vaccinale), d'aucune manière pour aider à fonder un choix en connaissance de cause. Des dogmatiques ignorants (y compris des médecins) des deux bords ainsi caricaturalement campés, il n'en manque pas pour se faire la réplique creuse sur les plateaux télé et les réseaux sociaux, n'y fonçons pas tête baissée.

Si le flicage numérique et les méfaits du progrès techno-industriel sont des thèmes présents dans la critique radicale, il faut reconnaître que les questions de la santé (hors de publications féministes sur l'autonomie à regagner face à la tutelle médicale et ses agressions) et de la science en général y sont par contre nettement moins abordées et que cela nous a laissés bien démunis face à ladite pandémie, ce fait mondial à la fois organique et directement social et politique. Face à nous, l'Etat a déployé l'artillerie lourde, y compris en déléguant la censure aux plates-formes du net, contre tout ce qui pouvait questionner la séquence officielle (hôpitaux exsangues comme baromètres, confinement répressif, vaccins), par dogmatisme et autoritarisme en matière sanitaire, par opportunisme en matière de flicage social inédit, par collusion historique avec les énormes intérêts pharmaceutiques en jeu -on ne peut décemment pas parler à ce propos de « conspiration » tant c'est patent- mais aussi pour d'autres raisons plus fondamentales, où santé et question sociale au sens révolutionnaire se rejoignent.

Désigner l'immunodéficience et l'empoisonnement comme inhérents à notre condition d'exploités, remettre en cause notre perte totale d'autonomie en matière de santé ainsi que le couple santé/maladie (traduisez : apte ou inapte au travail et à la rentabilité, dans ce monde) amène en fin de compte à viser le rapport social capitaliste lui-même. Alors quand l'Etat nous parle de santé, avec injonction à continuer à mener les vies que nous menons, en pire (voir les innombrables réformes « anti-sociales » en cours partout), à bouffer de la merde toxique et à nous faire piquer sans sourciller, il a décidément un cadavre dans la bouche. Des monceaux de cadavres, faudrait-il ajouter.

La hantise de se retrouver dans un front de faux amis politiques (réactionnaires ou progressistes ou vice-et-versa, peu importe) sur ces questions joue contre l'élaboration et l'expression de la critique radicale mais n'en explique pas tout : il faudrait remonter en amont dans l'Histoire, quand opposer la science à la religion nous a désarmé face à l'avènement du Progrès (armé de la science) comme religion du monde industriel, en ces temps où d'aucuns ont cru résoudre la question sociale par les avancées technologiques.

Quant se documenter auprès d'auteurs scientifiques « dissidents », cela ne nous lie pas automatiquement à leur projet politique, à condition bien sûr d'exprimer la distance voulue, élémentaire précaution. Si nous n'allons pas chercher chez ces « dissidents » (tous ne sont d'ailleurs pas des marathoniens exaspérants de *YouTube* et des réseaux dits sociaux) un projet social, une vision du monde, tant s'en faut, il ne faut pas à mon sens s'interdire d'y pêcher des contre-informations sur les stratégies sanitaires que les gouvernements et ses comités d'experts travaillant sous secret-défense font tout pour verrouiller selon une orthodoxie marchande et répressive.

Guy Betès, août 2021